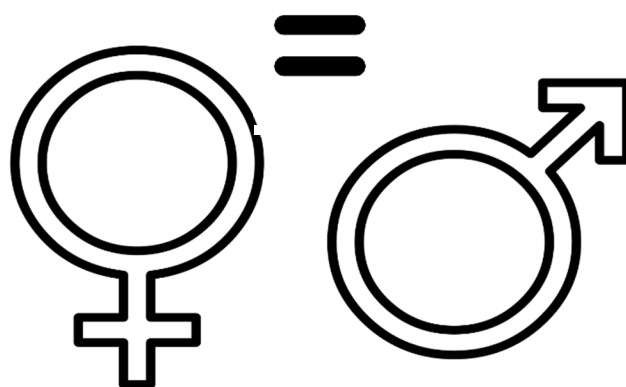




VILLE DE GRASSE

Rapport portant sur l'égalité professionnelle femmes / hommes 2019



SOMMAIRE

PREAMBULE

ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES

- I. LES EFFECTIFS**
 - a. Répartition par catégorie
 - b. Répartition par filière
 - c. Répartition par cadre d'emplois

- II. LA DURÉE ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL**
 - a. Agents travaillant à temps partiel
 - b. Agents en disponibilité
 - c. Agents en congé parental

- III. LES ARRIVÉES ET DÉPARTS**

- IV. LES POSITIONNEMENTS**
 - a. Répartition par niveau de responsabilité

- V. LA PROMOTION**

- VI. LA RÉMUNÉRATION**
 - a. Niveau de rémunération brute mensuelle par catégorie
 - b. Montant du régime indemnitaire brut mensuel moyen par catégorie

- VII. LA FORMATION**

PLAN D' ACTIONS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

PREAMBULE

Depuis 1946, l'égalité entre les femmes et les hommes est un principe constitutionnel sur le fondement duquel la loi garantit aux femmes des droits égaux à ceux des hommes dans tous les domaines. Ainsi, l'article 1^{er} de la Constitution de 1958 prévoit, en son 2^{ème} alinéa, que « *la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.* », principe rappelé par l'article 6 bis de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

La loi du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, comporte un volet pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Son article 51 prévoit notamment la présentation devant les Comités Techniques, dans le cadre du bilan social, d'un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes comportant des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et personnelle.

Un protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a été signé le 8 mars 2013 par l'ensemble des organisations syndicales et employeurs des trois versants de la fonction publique. Le protocole fait le constat que « *cette égalité de droits et de statut, garantie aux femmes par la loi, reste à construire dans les faits, y compris dans la fonction publique. En dépit des principes prévus par le statut général des fonctionnaires, qui visent à combattre les discriminations et promouvoir l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes, il n'en demeure pas moins des inégalités persistantes, tant dans les carrières, le déroulement des parcours professionnels qu'en matière de rémunérations et de pensions.* »

Ce protocole a donc pour finalité de rendre effective cette égalité professionnelle au travers de quatre axes :

- ✓ Le dialogue social comme élément structurant pour parvenir à l'égalité professionnelle ;
- ✓ Les rémunérations et les parcours professionnels de la fonction publique ;
- ✓ La meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle ;
- ✓ La prévention des violences faites aux agents sur leur lieu de travail.

Plus récemment, la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a pour objectif de consolider le droit des femmes et aborde le sujet des inégalités dans toutes ses dimensions (l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations, entre femmes et hommes au travail, la lutte contre la précarité, l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, sociales et professionnelles).

Ce rapport, basé sur un diagnostic chiffré, fait état de la place des femmes au sein de la Ville de Grasse et permet de définir un plan d'actions visant à assurer l'égalité professionnelle.

Ce rapport 2020, élaboré au titre de l'année 2019, est soumis pour information au Comité Technique.

ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Ce rapport de situation composé d'une série d'indicateurs sexués portant sur les ressources humaines de notre Collectivité.

Il répond à trois objectifs :

- **mesurer les écarts** : quelle est la situation des femmes et celle des hommes? L'évolution des écarts est-elle positive ou négative ?
- **comprendre les écarts** (trois types d'écarts) :
 - Des écarts de situation peuvent être constatés et se justifier du fait de profils différents de femmes et d'hommes. Par exemple, on observe que les femmes et les hommes n'occupent pas les mêmes métiers ou que les hommes ont plus d'ancienneté que les femmes.
 - Certains écarts peuvent être liés aux inégalités structurelles que l'on connaît entre les femmes et les hommes. Ainsi, compte tenu de la prégnance des stéréotypes sexués dans l'orientation scolaire, les femmes sont majoritaires en filière administrative et les hommes en filière technique.
 - Enfin, des écarts peuvent aussi surgir sans raison évidente (exemple : un taux d'accès à la formation moindre pour les femmes de catégorie C).

Il apparaît alors important d'améliorer les processus RH de la collectivité afin d'y déceler d'éventuels obstacles à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

- **corriger les écarts** : l'explication des écarts va permettre de définir des marges de progrès ainsi que des actions à mener à court et moyen terme. Les indicateurs du RSC sont définis par le décret n° 2013-1313 du 27 décembre 2013 relatif au rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique, ils sont au nombre de 27 et se répartissent en 6 sous thèmes :
 - • Les conditions générales d'emploi,
 - • La rémunération,
 - • La formation,
 - • Les conditions de travail,
 - • Les congés,
 - • L'organisation du temps de travail.

Ces indicateurs vont permettre de mesurer la situation comparée des femmes et des hommes et de mettre en évidence d'éventuelles situations d'inégalité.

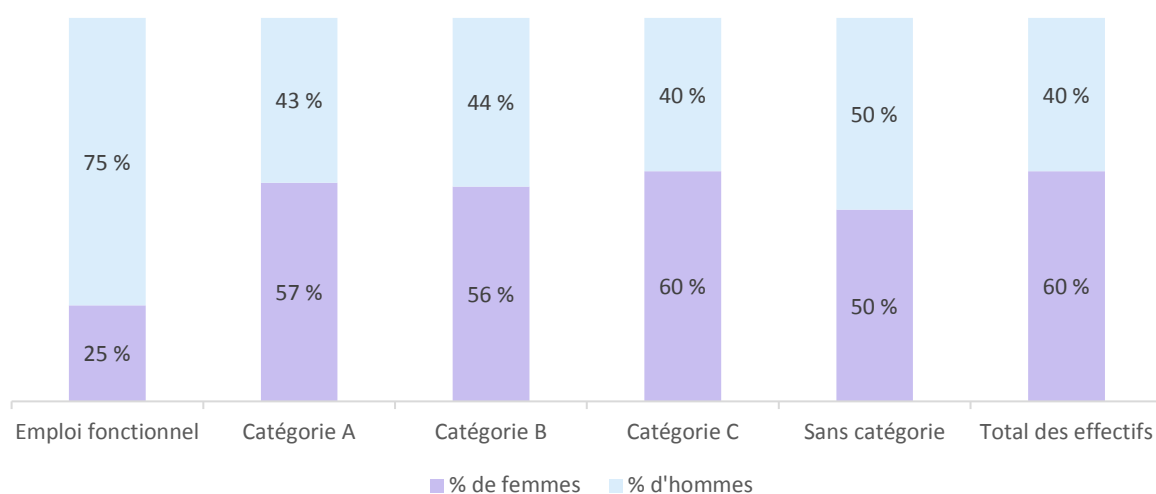
Les données présentées dans ce rapport sont extraites du dernier bilan social 2019 et concernent les effectifs, la durée et l'organisation du travail, les recrutements (arrivées / départs), les positionnements, la promotion, la rémunération, la formation.

I. LES EFFECTIFS

L'ensemble de l'étude présentée porte uniquement sur les emplois permanents rémunérés (titulaires et contractuels) au 31 décembre 2019.

A. Répartition par catégorie hiérarchique

	Femmes	Hommes	Total général	% de femmes	% de femmes échelle nationale
Emploi fonctionnel	1	3	4	25 %	/
Catégorie A	24	18	42	57 %	61 %
Catégorie B	34	27	61	56 %	64,1 %
Catégorie C	486	318	804	60 %	60,7 %
Sans catégorie	1	1	2	50 %	67 %
Total général	546	367	913	60 %	61 %



Au sein de notre Collectivité, les femmes sont plus nombreuses que les hommes et représentent 60 % de l'effectif total.

Elles sont majoritaires dans les catégories A, B et C. C'est d'ailleurs au sein de la catégorie que leur proportion est la plus importante.

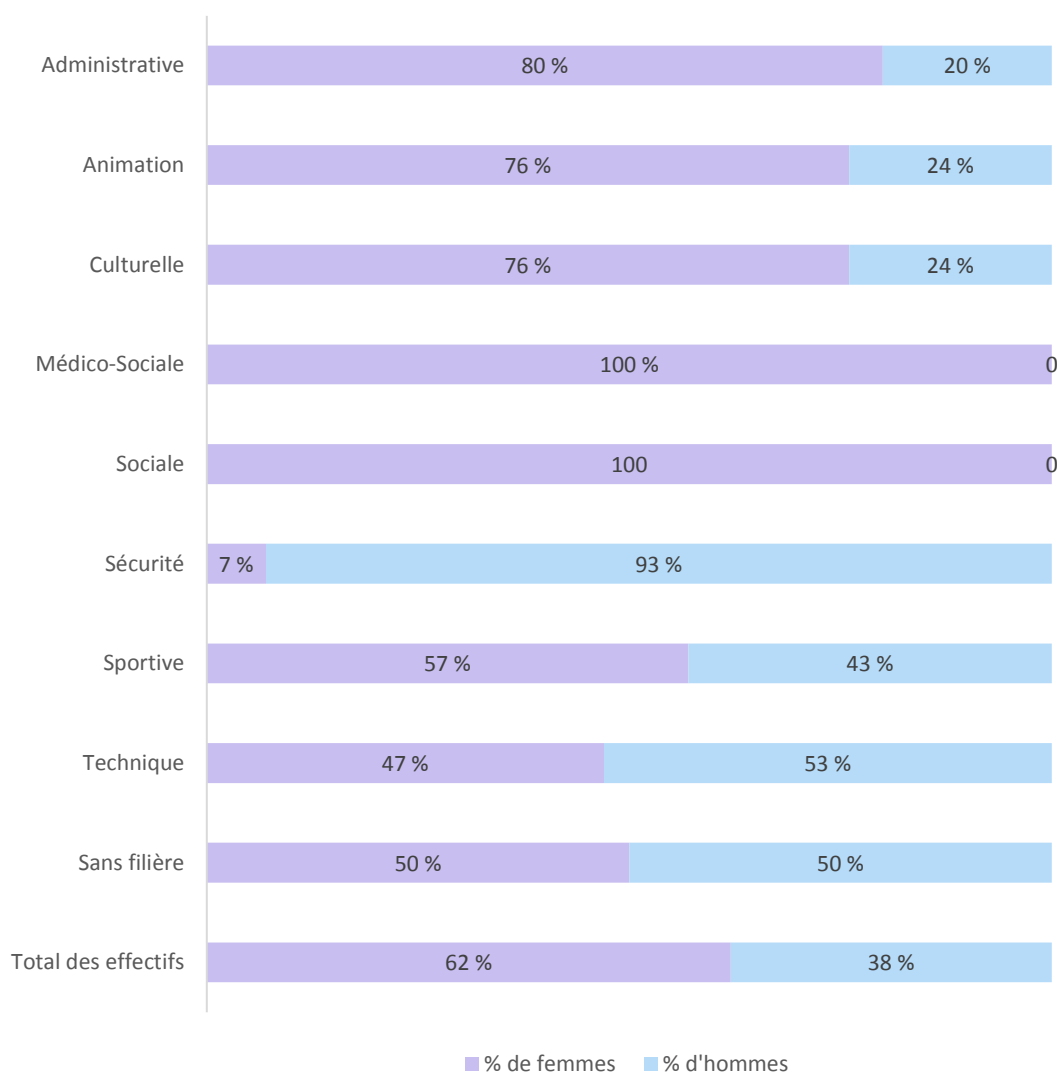
Selon l'étude du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) « Suivi des effectifs territoriaux » de juillet 2017 ¹, le taux de féminisation dans les communes de 40 000 à 79 999 habitants s'élève à 59 % et à 61 % pour l'ensemble des Communes sans distinction de taille.

Ainsi, avec 60 %, la Commune de Grasse s'inscrit au-dessus de la moyenne nationale (tranche des communes de 40 000 à 79 999 habitants).

B. Répartition par filière

Filière	Femmes	Hommes	Total général	% de femmes VDG	% de femmes échelle nationale
Administrative	155	39	194	80 %	83 %
Animation	66	21	87	76 %	72 %
Culturelle	48	15	63	76 %	65 %
Médico-sociale	1	0	1	100 %	95 %
Médico-technique	0	0	0	0 %	78 %
Sécurité (Police municipale)	4	50	54	7 %	22 %
Sociale	58	0	58	100 %	95 %
Sportive	4	3	7	57 %	28 %
Technique	209	238	447	47 %	41 %
Sans filière	1	1	2	50 %	82 %
Total général	546	367	913	62 %	61 %

¹ Source INSEE – SIASP au 31 décembre 2014 – Traitement Observatoire de la FPT



Au sein de notre Collectivité, les filières laissent apparaître une répartition sexuée marquée.

Les filières sociale et médico-sociale sont exclusivement composées de femmes. Ces taux sont supérieurs à ceux relevés à l'échelle nationale et atteignent 95 % pour ces deux filières.

Concernant la filière administrative, le taux de féminisation est de 80 %, taux qui se situe légèrement en deçà de la moyenne nationale, dont le taux relevé atteint 83 % pour cette filière.

A l'inverse la filière sécurité est très largement à dominante masculine, avec 7 % d'emplois occupés par les femmes.

En revanche, on peut souligner que la filière sportive et technique présente des taux de féminisation respectifs de 57 % et 47 %, plaçant ainsi ces taux au-dessus des taux relevés à l'échelle nationale de 28 % et 41 %.

C. Répartition par cadre d'emplois

Cadre d'emplois	Femmes	Hommes	Total général	% de femmes VDG
Emplois fonctionnels (administratifs et techniques)	1	3	4	25 %
Attachés territoriaux	11	6	17	65 %
Attachés ter. de Conservation du Patrimoine	3	0	3	100 %
Bibliothécaires Territoriaux	1	1	2	50 %
Conservateurs ter. Du Patrimoine (des bibliothèques)	1	0	1	100 %
Conseillers ter. des APS	1	1	2	50 %
Ingénieurs en Chef Territoriaux	0	2	2	0 %
Ingénieurs Territoriaux	3	5	8	38 %
Professeurs Ter. Enseignement Artistique	3	3	6	50 %
Animateurs Territoriaux	1	4	5	20 %
Assistant ter. de Conservation du Patrimoine & Bibliothèques	6	0	6	100 %
Assistant ter. Enseignement Artistique	13	7	20	65 %
Assistants ter. Socio-Educatifs	1	0	1	100 %
Educateurs ter. des APS	2	2	4	50 %
Chef de service de Police Municipale	0	4	4	0 %
Rédacteurs Territoriaux	9	1	10	90 %
Techniciens Territoriaux	3	9	12	25 %
Adjoints Administratifs Territoriaux	134	30	164	82 %
Adjoints du Patrimoine Territoriaux	21	4	25	84 %
Adjoints Territoriaux d'Animation	65	17	82	79 %
Adjoints Techniques Territoriaux	198	142	340	58 %
Agents de Maîtrise Territoriaux	5	79	84	6 %
Agents de Police Municipale	4	46	50	8 %
Agents Ter. Spécialisés des Ecoles Maternelles	58	0	58	100 %
Opérateurs Territoriaux des APS	1	0	1	100 %
Sans filière	1	1	2	50 %
Total général	546	367	913	60 %

La répartition par cadre d'emplois confirme les inégalités constatées par filière.

Cinq cadres d'emplois relevant des filières sociale, médico-sociale et culturelle sont exclusivement féminins.

A contrario, le cadre d'emplois des chefs de service de Police Municipale ne compte aucune femme.

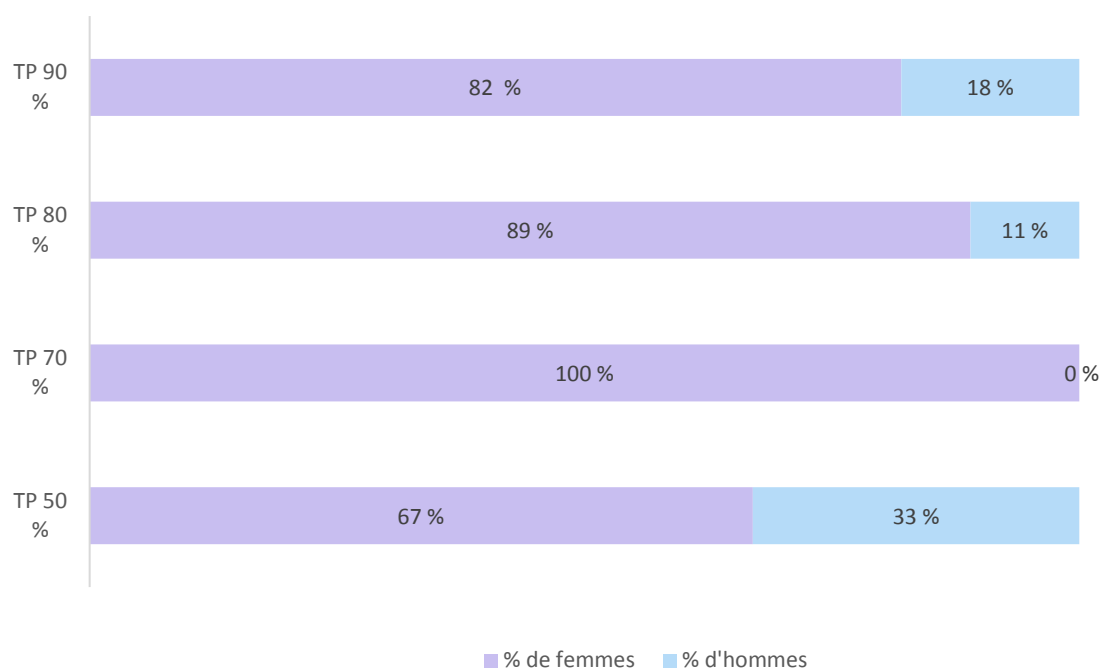
Ce sont dans les cadres d'emplois des ingénieurs en chef, des ingénieurs, des animateurs, des techniciens, des agents de maîtrise que les femmes sont sous-représentées.

Dans la filière administrative, les femmes sont surreprésentées dans les cadres d'emplois des catégories B et C. Dans la catégorie A, la proportion de femmes, bien que majoritaire, est moins importante, à hauteur de 65 %.

II. LA DURÉE ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL

A. Les agents travaillant à temps partiel

Temps partiels / Quotités	Femmes	Hommes	Total général	% de femmes
TP 50%	2	1	3	67 %
TP 60%	0	0	0	0 %
TP 70%	2	0	2	100 %
TP 80%	25	3	28	89 %
TP 90%	9	2	11	82 %
Total général	38	6	44	86 %



En 2019, la grande majorité des agents à temps partiels sont des femmes (plus de 8 sur 10).

Cette proportion atteint même les 82 %, 89 % et 100 % pour les temps partiels à, 90 %, 80 % et 70 %.

B. Les agents en disponibilité

Type de disponibilité		Femmes	Hommes	Total général	% de femmes
Disponibilité de droit	Disponibilité pour élever un enfant de - 8 ans	1	0	1	100 %
	Disponibilité pour soins conjoint ou enfant	1	0	1	100 %
	Disponibilité pour suivre son conjoint	1	2	3	33 %
Disponibilité sous réserve des nécessités de service	Disponibilité pour convenances personnelles	18	10	28	64 %
	Disponibilité pour créer une entreprise	1	0	1	100 %
Disponibilité d'office	Disponibilité pour inaptitude définitive	3	0	3	100 %
	Disponibilité dans l'attente d'une réintégration	0	0	0	0 %
	Disponibilité dans l'attente d'admission à la retraite	0	0	0	0 %
Total général		25	12	37	68 %

Durant l'année 2019, 37 agents, dont 25 femmes, ont été en disponibilité.

Ainsi les femmes représentent 68 % des agents en disponibilité.

Les femmes sont plus nombreuses à solliciter une disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans, pour donner des soins au conjoint / aux enfants, pour convenances personnelles mais également pour créer une entreprise.

En 2019, les hommes ont été plus nombreux à bénéficier d'une disponibilité pour suivre son conjoint.

C. Les agents en congé parental

Les femmes représentent 100 % des agents en position de congé parental au cours de l'année 2019 (5 agents).

III. LES RECRUTEMENTS ET DÉPARTS

A. Répartition départs & arrivées par catégorie

		Femmes	Hommes	Total
Catégorie A	Entrées	1	1	2
	Sorties	1	1	2
Catégorie B	Entrées	2	1	3
	Sorties	4	3	7
Catégorie C	Entrées	57	15	72
	Sorties	63	34	97
Total général	Entrées	60	17	77
	Sorties	68	38	106

Au cours de l'année 2019, la Collectivité a recruté un nombre plus élevé de femmes (60) que d'hommes (17). Le nombre de recrutements en catégorie A est égalitaire. Dans les catégories B et C, la Collectivité a recruté plus de femmes que d'hommes.

IV. LES POSITIONNEMENTS

A. Répartition par niveau de responsabilité

Niveau de responsabilité	Femmes	Hommes	Total général	% de femmes
Emploi Fonctionnel	1	3	4	25 %
Directeur	1	2	3	33 %
Adjoint au Directeur	6	10	16	38 %
Chef de service	13	22	35	37 %
Encadrement d'équipe	11	11	22	50 %
Total général	32	48	80	40 %

En 2019, les femmes représentent 40 % des agents en position de responsabilité hiérarchique au sein de notre Collectivité.

Le niveau Encadrement d'Equipe bénéficie du plus fort taux de féminisation : 50 %.

Ce taux de féminisation s'élève à 33 % pour le niveau Responsable de Direction. Cette proportion se situant légèrement en-deçà du taux relevé à l'échelle nationale.

En effet, au 31 décembre 2014, la part des femmes occupant un emploi de direction dans les grandes collectivités s'élevait à 35 % (Source : CNFPT – « Situation comparée entre les femmes et les hommes territoriaux en route pour l'égalité professionnelle ? » - Source : Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la FPT – Les emplois de direction dans les grandes collectivités territoriales au 31 décembre 2014).

V. LA PROMOTION

A. Répartition par promotion interne et avancement de grade

		Hommes	Femmes	Total	% de femmes
Avancement de grade	A	3	2	5	40 %
	B	2	4	6	67 %
	C	50	66	116	57 %
	Sous-total	55	72	127	57 %
Promotion interne	A	1	0	1	0 %
	B	0	1	1	100 %
	C	8	0	8	0 %
	Sous-total	9	1	10	10 %
Total général		64	73	137	53 %

Globalement, les femmes sont légèrement plus nombreuses à avoir bénéficié d'une promotion : 53 % (avancement de grade² et promotion interne confondus).

² Nombre de fonctionnaires ayant connu au cours de l'année 2019 un avancement de grade à la suite d'une réussite à un examen professionnel ou à un concours.

Les femmes sont plus nombreuses à avoir bénéficié d'un avancement de grade en 2019 (57 %).

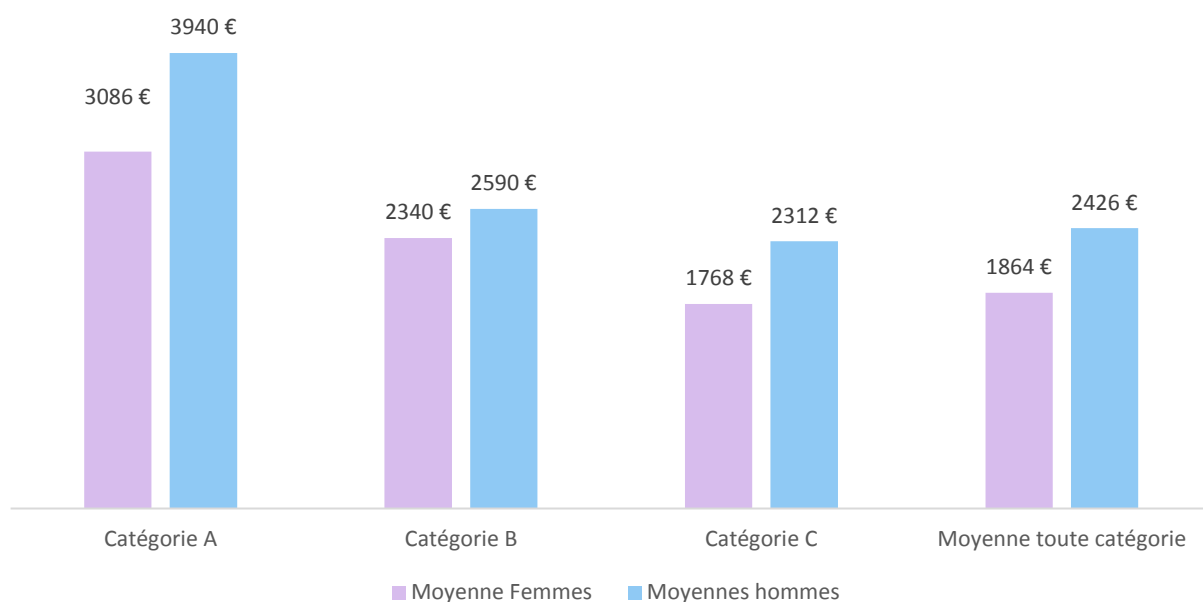
Cela s'explique notamment par le nombre important d'agents de catégorie C promouvables en 2019 dans la filière administrative, filière très largement féminisée.

En revanche, les femmes ont été moins nombreuses à bénéficier d'une promotion interne (10 %).

VI. LA RÉMUNÉRATION

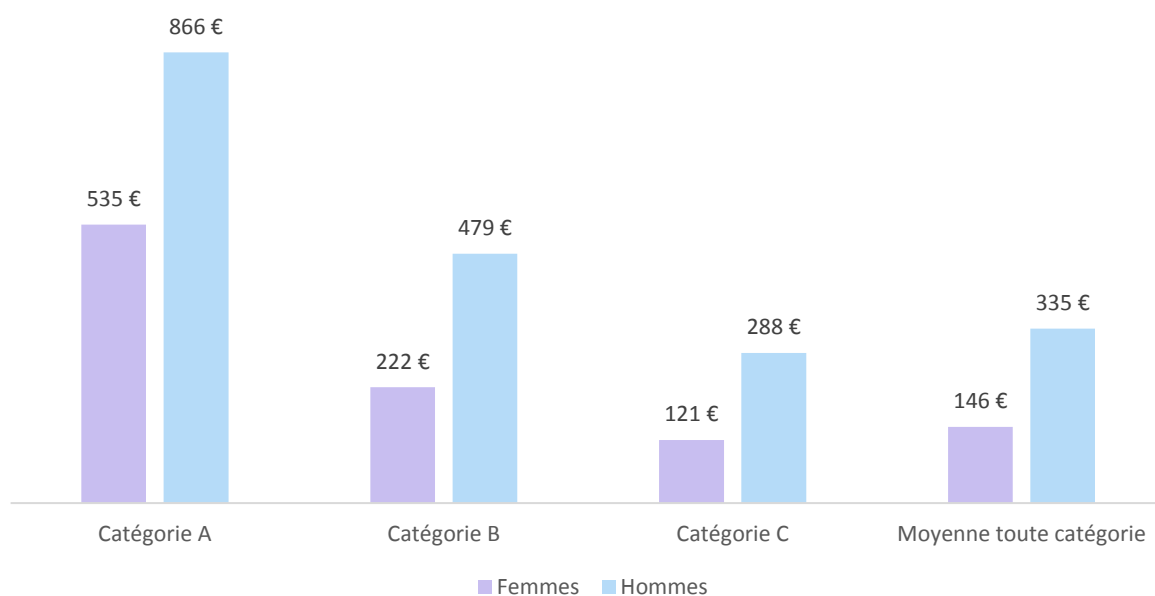
A. Niveau de rémunération brute moyenne mensuelle par catégorie

Rémunération moyenne brute mensuelle	Femmes	Hommes	Moyenne F / H	Ecart
Catégorie A	3086 €	3940 €	3476 €	854 €
Catégorie B	2340 €	2590 €	2451 €	250 €
Catégorie C	1768 €	2312 €	1983 €	544 €
Moyenne toute catégorie	1864 €	2426 €	2090 €	562 €



B. Montant du régime indemnitaire brut mensuel moyen par catégorie

RI moyen brut mensuel	Femmes	Hommes	Moyenne F / H	Ecart
Catégorie A	535 €	866 €	686 €	331 €
Catégorie B	222 €	479 €	336 €	257 €
Catégorie C	121 €	288 €	187 €	167 €
Moyenne toutes catégories	146 €	335 €	222 €	189 €



En 2019, l'écart de régime indemnitaire brut mensuel moyen toutes catégories confondues, entre les femmes et les hommes, est de 189 euros.

Il est à noter que l'instauration du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) est de nature à amorcer/ permettre une réduction de l'écart entre le régime indemnitaire perçu par les femmes et les hommes.

VII. LA FORMATION

A. Répartition par formations

		Nombre total d'agents	Nombre d'agents formés	Nombre de jours de formation	% d'agents formés
A	Femmes	25	14	79	56 %
	Hommes	21	11		52 %
B	Femmes	34	14	109	41 %
	Hommes	27	11		41 %
C	Femmes	487	210	983	43 %
	Hommes	319	131		41 %
Total général		913	391	1171	43 %

Nombre d'agents ayant suivi au moins une journée de formation en 2019.

Au cours de l'année 2019, 43 % des agents de la collectivité ont suivi une formation.

44 % des femmes se sont formées en 2019 alors que le pourcentage d'hommes formés est de 42 %.

En catégorie A, la proportion de femmes formées est légèrement supérieure (+ 4 %) à celle des hommes.

En catégorie C, la proportion de femmes formées est sensiblement équivalente chez les hommes et les femmes).

En catégorie C, 43 % des femmes ont suivi au moins un jour de formation contre 41 % pour les hommes.

PLAN D' ACTIONS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES – OBJECTIFS RETENUS

I. LE RECRUTEMENT

- ✓ Garantir la non-discrimination dans le processus de recrutement ;
- ✓ Veiller à la mixité dans la composition des jurys de recrutement ;
- ✓ Convoquer aux entretiens de recrutement la même proportion de femmes et d'hommes que celle des candidatures reçues en adéquation avec le profil de poste ;
- ✓ Identifier les freins à la candidature des femmes sur des postes dont les métiers sont actuellement en très grande majorité pourvu par des hommes, en portant une attention particulière à la rédaction des offres d'emplois.

II. L'ARTICULATION DES TEMPS DE VIE PROFESSIONNELS ET PERSONNELS

- ✓ Informer les agentes et agents des règles et incidences de leurs choix en matière de congés familiaux et de temps partiels, sur leurs carrières à long terme et leurs droits à pension ;
- ✓ Développer et déployer les différentes formules de télétravail et élaboration d'une charte ;
- ✓ Favoriser l'accompagnement à la parentalité en informant sur les droits et ressources en matière de garde d'enfants ;
- ✓ Promouvoir l'accès des femmes aux métiers traditionnellement masculins et l'accès des hommes aux métiers traditionnellement pourvus par des femmes ;
- ✓ Maintenir un accueil personnalisé et individualisé des agents au retour d'un congé maternité ou parental pour une prise de repères et éventuellement définir des besoins de formations suite à l'évolution de certains logiciels métiers, méthodes ou réglementations pendant la période d'absence.

III. LA RÉMUNÉRATION / LA PROMOTION

- ✓ Amorcer une réflexion sur la réduction des écarts de rémunération dans le cadre du RIFSEEP ;
- ✓ Réduire l'emploi précaire ;
- ✓ Favoriser l'accès des femmes aux emplois des filières permettant d'ouvrir droit à des indemnités (exemple : les astreintes) et aux heures supplémentaires ;
- ✓ Identifier les freins « genrés » à l'avancement.

IV. QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL : AGIR CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET VIOLENCES

- ✓ Dans le cadre d'une démarche globale de prévention des Risques Psychosociaux, définir des outils permettant la prise en compte et la remontée d'informations de toutes les formes de discriminations et de violences en lien avec le sexe ou l'orientation sexuelle ;
- ✓ Sensibiliser / former l'encadrement et les agents aux comportements discriminatoires, aux risques et aux sanctions de tels comportements et intégrer cet objectif au plan de formation de la collectivité.